

*Le libre-échange*

pour tous les Canadiens. Elle a ensuite prononcé un discours dont le ton rappelait une bataille dans une taverne au lieu de donner aux Canadiens une idée de l'orientation que nous sommes en train de prendre et de la vision qu'ils peuvent avoir de l'avenir. Ce n'est pas étonnant parce que depuis qu'on a annoncé le début des négociations, nous avons eu droit à toutes sortes de contradictions et à une attitude mesquine de la part du gouvernement, qui semble tellement convaincu d'avoir raison que peu lui importe ce que les autres peuvent penser.

Si l'on réfléchit à la façon de procéder du gouvernement, on constate que c'est un peu comme un mariage forcé. Le mariage a été consommé d'avance, on nous force maintenant à signer, et le gouvernement ne semble pas prêt à accepter les conséquences de ses actes.

**M. McDermid:** Vous dites des bêtises.

**M. Axworthy:** On parle de l'intérêt national. A mon avis, l'une des principales considérations à cet égard consiste à garantir que nous continuerons de respecter les institutions démocratiques du Canada et le droit des Canadiens de participer au processus politique, d'être informés et surtout d'exprimer leurs opinions.

Depuis le début de cette initiative, le gouvernement n'a rien fait pour servir l'intérêt national en renforçant la confiance du public dans les institutions parlementaires. La Chambre a été traitée avec mépris et dédain. Elle a été tenue à l'écart et laissée pour compte, simplement pour permettre au gouvernement de respecter son programme politique de relations publiques. La ministre dit que l'entente passera dans l'histoire, mais ce sera parce que le gouvernement a tout fait pour contourner les institutions fondamentales du Canada qui visent à assurer la participation du public.

● (1200)

Prenons ce qui est arrivé ce matin, par exemple. Un comité de la Chambre devait déposer un rapport, qui explique ce que les Canadiens pensent du document original, mais comme le gouvernement sait déjà ce que dira le document final, toutes les instances présentées par les Canadiens n'influenceront nullement sur ce que le gouvernement fera. Est-ce que cela ne dénote pas un certain cynisme à propos du fonctionnement de la Chambre?

Il faut aussi tenir compte du fait que, contrairement à tout ce qu'on nous avait promis, le document final apporte des changements importants à l'entente initiale, des changements qui touchent les droits des provinces, le droit d'établir des sociétés d'État, le contrôle de toutes les industries primaires du Canada, les transports et l'agriculture. Autrement dit, c'est une deuxième version, non pas simplement une nouvelle définition légale. Il y a eu un changement fondamental. Pourtant, nous nous lançons dans un débat de quelques jours, qui va permettre à l'écrasante majorité conservatrice de forcer l'adoption de l'entente de façon que le premier ministre (M. Mulroney) ait l'impression d'être dûment mandaté pour signer l'entente le 2 janvier, sans donner aux Canadiens l'occasion de faire soumettre la version finale aux parlementaires afin qu'ils puissent l'examiner et la débattre.

Est-ce dans l'intérêt national? Le gouvernement sert-il l'intérêt national en traitant le Parlement si cavalièrement qu'il n'en résultera qu'un manque de respect pour le fonctionnement de cette institution? Bien sûr, la ministre est tellement intéressée dans ce débat historique qu'elle n'a même pas cru bon de rester deux secondes après son discours.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député est ici depuis assez longtemps pour savoir qu'il ne devrait pas faire allusion à la présence de ses collègues. Les députés peuvent suivre le débat à la télévision dans les coulisses. Je pense que la ministre viendra probablement à la Chambre, mais ce genre de réflexion ne convient pas au débat.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, j'ai pensé que ce serait tellement plus agréable si un seul ministre s'était donné la peine de venir à la Chambre. Excusez-moi si j'ai enfreint notre Règlement. J'ai dit cela seulement pour montrer à quel point le débat est important: les banquettes ministérielles sont vides. Je retire cette remarque, mais je pense que c'est important de signaler comment les députés du gouvernement traitent cette question.

Le processus a commencé dans une atmosphère de méfiance. Un candidat à la direction de son parti a déclaré catégoriquement qu'il ne signerait jamais un accord de libre-échange parce que cela détruirait la souveraineté canadienne. L'auteur de cette déclaration était M. Brian Mulroney, alors citoyen ordinaire, avant qu'il ne devienne chef du parti conservateur. Au cours de la même campagne à la direction du parti, je me souviens d'avoir entendu le ministre des Finances (M. Wilson), le secrétaire d'État (M. Crombie) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) déclarer sans ambages qu'ils ne feraient jamais aucune démarche pour conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. Pourquoi? Parce que cela détruirait notre souveraineté.

Comme les temps ont changé! Ils sont tous là à faire des pirouettes en essayant de convaincre tout le monde que le libre-échange est la meilleure chose que le Canada ait jamais connue, que cela n'affectera pas du tout notre souveraineté. C'est malhonnête. C'est malhonnête de la part du premier ministre d'avoir déjà dit qu'il était absolument certain de ne jamais signer une telle entente, et de prétendre aujourd'hui qu'il croit que c'est ce qu'il y a de mieux, sans nous dire pourquoi il a changé d'avis.

Que s'est-il produit? C'est là une question intéressante. Que s'est-il donc produit sur le chemin de Damas pour faire que Saul devienne Paul si soudainement? Ayant vu le premier ministre à l'oeuvre au début de 1984, nous nous sommes rendu compte qu'il pouvait changer d'idée sur tout. Malheureusement, cette affaire risque d'avoir infiniment plus de conséquences pour les Canadiens que la plupart de ses autres volte-face acrobatiques.

Je ne suis pas là pour décrire les acrobaties mentales du premier ministre. Dieu sait que nous en avons eu suffisamment d'exemples. Ce que je dis, cependant, c'est qu'en présence d'une affaire aussi importante, il devrait sûrement comprendre qu'il a le devoir et l'obligation de s'expliquer.